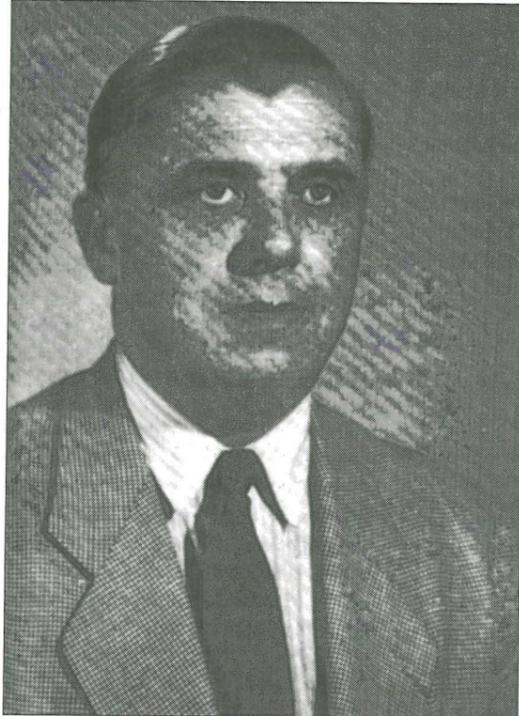


# Un Sous-Préfet de la Résistance

Souvenirs de Louis Brouel



Dans l'euphorie générale nous avons installé notre Etat Major à l'hôtel des Ambassadeurs.

C'est là que vers 18 heures, un agent de liaison me demanda de rejoindre la Préfecture où Paul, le préfet des Bois m'intima l'ordre de rejoindre immédiatement Figeac pour y occuper les fonctions de sous-préfet.

Accompagné de mon garde du corps et chauffeur (Charlot), je partis donc pour Figeac. Nous empruntâmes les routes détournées pour éviter des surprises désagréables.

**Le Comité de Libération Clandestin Départemental se réunissait nuitamment à l'hôtel de la source d'Alvignac-Miers. Il se souvient de Jean Cassou, Commissaire de la République de Toulouse me tirant l'oreille et me disant de ne pas prendre à la légère le rôle qui me serait imparti à la Libération.**

Ce jour-là, 17 août 1944 dans Cahors en liesse, je faisais l'agent de liaison entre Barbacane et Saint Georges.

Arrivés à Figeac vers 22 heures, nous trouvâmes la Sous-Préfecture occupée par un poste de commandement FFI qui n'avait nullement l'intention de céder la place.

J'eus alors l'idée de rejoindre ma femme et mon fils, réfugiés chez mes beaux parents à Villefranche de Rouergue depuis les vacances de Pâques, lors de mon passage au maquis.

J'arrivais dans cette petite ville, marquée encore par l'affaire des Croates, vers 2 heures du matin. Je fis une entrée discrète qui surprit les miens, car le même jour, à 18 heures, des éléments blindés allemands avaient traversé Villefranche.

Le lendemain matin, je rejoignais Figeac et je me mis en rapport avec les membres du Comité Local de Libération pour faire le point sur la

situation dont j'ignorais absolument tout.

Ce même soir, vers 20 heures, les membres dudit Comité et moi-même nous trouvâmes réunis dans la salle de séance de la Mairie.

Je fis donc la connaissance de Despoux, (Président plus tard du C.L.L. et Maire de Figeac), Besombes, Salvy, Pfnquié, Caspar, Barrié et d'autres dont je ne me rappelle plus les noms.

Nous examinâmes ensemble la situation, telle qu'elle se présentait. Non remise de la rafle des déportés et des derniers combats des FFI, la ville étant comme assommée, tout était à faire pour remettre en route la vie de la cité et redonner aux habitants le moral nécessaire à la reprise de toutes les activités diverses nécessaires.

Des premières constatations, il résultait : qu'il n'y avait plus de gaz, que le téléphone ne fonctionnait plus, que le ravitaillement en pain n'était pas assuré, qu'il manquait du lait pour les enfants, du vin pour les adultes, que l'éclairage public était à remettre en état, que l'usine Ratier attendait d'être remise en route, que l'ordre devait être rétabli d'urgence autant de problèmes à résoudre avec les moyens du bord. Tous les membres du Comité conscients de la responsabilité qui nous incombait m'assurèrent de leur concours le plus inconditionnel.

Le lendemain, je téléphonai à la préfecture pour les mettre au courant et demander des ordres, mais il me fût répondu par mon ami Camille (René Gratias) qu'ils étaient eux-mêmes débordés par les problèmes à résoudre et que je n'avais qu'à me "débrouiller".

Je pris donc immédiatement les décisions les plus urgentes :

- Ramassage du lait pour les enfants tous les matins par mon chauffeur avec la voiture de fonction qui m'était affectée ;

- Après contact avec l'O.N.I.C., distribution immédiate de farine aux boulangers pour assurer un ravitaillement suffisant ;

- Convocation du Directeur de l'usine à gaz impuissant devant le manque de charbon, bloqué par la Direction des Mines ;

- Départ immédiat pour Decazeville où le stockage dépassait et de loin nos besoins même à long terme.

Le Directeur dont j'ai oublié le nom se retrancha derrière les ordres sans toutefois mettre en doute les responsabilités qui m'incombaient.

Il fut donc convenu que sur ma réquisition, il serait procédé immédiatement à l'envoi du charbon nécessaire aux besoins de la ville.

Le surlendemain les ménagères purent faire bouillir leur marmite.

Pour le téléphone, je voulus m'adresser à l'Administration mais je me trouvais devant l'indécision la plus totale.

Décidé à rétablir d'urgence les communications, je rencontrai dans la rue un employé dont la casquette indiquait la profession et que j'invitais pour prendre l'apéritif chez Antoine.

Après une conversation très détendue, il fut décidé que le lendemain il m'amènerait une équipe avec laquelle je pourrais m'entendre.

Au cours de cette entrevue au climat sympathique, il fut trouvé les fils nécessaires aux réparations.

Le travail serait fait d'urgence à condition que je les couvrisse et que je trouve une camionnette avec l'essence nécessaire.

Quinze jours après, le téléphone était rétabli dans les secteurs.

Quelques commerçants, convoqués pour connaître les urgences, se plaignirent du manque de vin dont tous les stocks avaient été épuisés.

Sur le conseil de Besombes, épiciers en gros, je chargeais les deux principaux marchands de vin de Figeac de se procurer la précieuse denrée.

Pour ce faire, je découvris un camion citerne inutilisé que je fis chausser convenablement par le parc automobile de la Résistance de Cahors.

Munis de bons d'amener, mes deux marchands de vin partirent à Carcassonne avec des laissez-passer et bons de réquisitions que je signais.

Cette mission fut une réussite quoiqu'un peu illégale puisqu'en 1957 je fus traduit devant le tribunal administratif par l'Institut des Vins de Consommation courante pour fourniture de vin en dehors des règles administratives.

Le préfet de l'époque me convoqua alors pour répondre de cette initiative malheureuse m'expliquant que les suites pouvaient être néfastes pour moi.

Avec beaucoup de sérénité, je répondis au préfet que je n'étais pas le seul à avoir profité de cette aubaine et que j'allais demander au maire (Docteur Juskiwenski) de me permettre de tenir une réunion publique pour informer la population de mon problème et inviter les Figeacois à m'assister le jour de ma comparution,

comme étant mes complices bénéficiaires. Persuadé que je réaliserais ce plan, les poursuites cessèrent.

Par ce récit, j'ai voulu montrer l'importance essentielle des faits de la vie quotidienne lors d'événements les plus importants.

Grâce à la compréhension de tous, à un soutien actif de la population et à la confiance qui m'a été apportée par les membres du C.L.L., nous avons pu faire face à des situations difficiles. Je n'ai trouvé sur mon chemin que bonne volonté et dévouement. Sans compétence particulière la tâche qui m'avait été confiée a été menée à bien.

L'esprit de solidarité, de liberté, de tolérance, dont nous avons été imprégnés au cours de notre clandestinité, a été décisif pour l'atteindre.

Lorsque je montais à Paris avec Edouard Laval, Président du Comité Départemental de Libération pour assister à une réunion du C.N.R. je compris l'importance de l'union réalisée au plan national sur le programme adopté et qui reste encore dans beaucoup de domaines la Bible de la vraie République.

Modeste artisan d'une œuvre réussie grâce à tous, je suis fier d'avoir représenté la Résistance sans arrière-pensée, ni profit mais simplement avec les milliers d'entre nous pour libérer notre pays et assurer son avenir.

**Louis BROUEL,**  
Sous-Préfet de Figeac  
à la Libération,  
Un des organisateurs  
de la Résistance lotoise  
(des Vény aux F.T.P.F.)